

Famille du média : **PQR/PQD**  
 (Quotidiens régionaux)  
 Périodicité : **Quotidienne**  
 Audience : **286000**  
 Sujet du média :  
**Actualités-Infos Générales**



Edition : **02 juillet 2022 P.6**  
 Journalistes : **MARGAUX  
PLISSON**  
 Nombre de mots : **551**

**SOCIAL**

# Les ambulanciers de la Somme ne décollèrent pas

**AMIENS** Les ambulanciers de la Somme ont encore une fois manifesté dans les rues d'Amiens, hier. Ils réclament une aide de l'État pour compenser l'augmentation du prix du gasoil et pouvoir continuer leurs activités.

MARGAUX PLISSON

**L**es sirènes d'ambulances ont rythmé hier les axes routiers d'Amiens, du CHU à la route de Rouen, en passant par le boulevard de Bapaume. Les ambulanciers de la Somme manifestaient pour la troisième fois en moins de deux semaines. Une quarantaine d'entreprises ont répondu à l'appel commun de plusieurs syndicats, mobilisant 30 véhicules. Leur principale revendication porte sur le prix du gasoil, « *qui a pris plus de 60% depuis janvier* », affirme Pascal Besencourt, gérant des ambulances de Molliens-Dreuil. « *En moyenne, nous dépensons 500 euros de gasoil par semaine, comment voulez-vous qu'on s'en sorte ?* »,

alerte-t-il.

.....  
*« Si les tarifs  
 n'augmentent pas,  
 nous allons être  
 dans l'obligation de  
 diminuer nos trajets »*

Pascal Besencourt

Pour compenser l'augmentation des charges, les ambulanciers voudraient augmenter leur tarif, inchangés depuis 2011 pour les ambulances et 2015 pour le transport assis. Or, aujourd'hui ils sont bloqués par la tarification obligatoire de l'Assurance maladie. « *Si les ta-*





Les ambulanciers de la Somme s'étaient donné rendez-vous devant le CHU d'Amiens.

*rifs n'augmentent pas, nous allons être dans l'obligation de diminuer nos trajets. Problème : ce sont les patients qui vont en souffrir* », illustre Pascal Besencourt.

#### **BÉNÉFICIER DU « QUOI QU'IL EN COÛTE »**

Les ambulanciers espèrent alors que leur manifestation rappelle aux différents services de l'État leur importance. Pendant la crise du Covid-19, plus de 80 % des hospitalisations liées au Covid s'effec-

tuaient via des ambulances. « On nous a demandé de l'aide pendant la crise sanitaire et nous avons répondu du présent. Maintenant, c'est nous qui demandons de l'aide pour bénéficier du quoi qu'il en coûte », explique Bruno Villalpando, gérant des Ambulances Sainte-Anne et président de l'ATSU 80. Enfin, les ambulanciers réclament la totalité des aides de l'État, déjà promises. « Il nous manque encore 60 % de la négociation annuelle. De

plus, l'État nous dit qu'il nous a déjà aidés pour le carburant, mais nous n'avons reçu cette aide que pour la moitié des véhicules », illustre Sylvain Delahaye, de la fédération nationale des ambulanciers privés. Les ambulanciers souffrent surtout de la difficulté de centraliser leurs aides, étant dépendants et du ministère de la Santé et des conventions des transports routiers, mais aussi parfois du ministère de l'Intérieur. ■

### **LAISSER LE TEMPS DES NÉGOCIATIONS**

Pour Patrick Vasseur, vice-président des Hauts-de-France de la Chambre nationale des services d'ambulances (CNSA), même s'il est important de montrer son mécontentement face à l'augmentation des différentes charges, il faut laisser le temps des négociations se passer. « Bien sûr que l'augmentation du gasoil nous met en difficulté, mais nous sommes actuellement en négociation avec l'État et les différents ministères pour des aides au carburant, des augmentations de salaires ou encore de tarification, ça va arriver... On espère juste qu'il ne sera pas trop tard », explique-t-il. En attendant, la CNSA compte appuyer l'importance des ambulanciers au quotidien, notamment en développant des unités mobiles de téléconsultation pour compenser les différentes fermetures d'urgences annoncées.

Retrouver  
une vidéo  
en scannant  
ce QR code  
ou sur notre site  
courrier-picard.fr

